

EN MARCHÉ !

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume 11, numéro 2 • octobre 1990



Nicaragua «Perdimos... y adelante!»

Du 8 au 12 juin 1990, jeûne de 48 heures,
contre le danger de guerre civile au
Nicaragua

«Perdimos... y adelante»

(On a perdu... allons de l'avant) slogan
sandiniste au lendemain de la défaite
électorale, nous a inspiré tout au long de
ces 48 heures.



Lettre urgente aux amis solidaires

PAR JOSÉ MARIA VIGIL



José Maria Vigil

MANAGUA, LE 3 MARS 1990

CHERS FRÈRES ET SOEURS,

NOUS AVONS REÇU BEAUCOUP D'APPELS ET DE TÉLÉGRAMMES DE VOTRE PART. VOUS NOUS DEMANDEZ, ET EXIGEZ MÊME, DE VOUS ÉCLAIRER UN PEU EN CE MOMENT CRUCIAL DE L'HISTOIRE DE NOTRE PAYS. VOUS NOUS DEMANDEZ DE VOUS AIDER À INTERPRÉTER LES RÉSULTATS DE CES ÉLECTIONS.

Les élections se sont déroulées il y a moins d'une semaine. Plus tard, sans aucun doute, nous aurons une meilleure perspective sur ce que nous vivons. Toutefois, dès maintenant, même si notre analyse ne jouit pas du recul du temps, comme nous nous sentons obligés par la solidarité à deux sens qui nous unit, nous vous envoyons ces impressions et ces réflexions que nous avons partagées entre nous ici. Envoyez-nous vos contributions fraternelles.

Nous vous écrivons «du côté des pauvres», «depuis l'option révolutionnaire» et «depuis la voie tracée par Jésus». Nous vous écrivons à vous qui partagez notre option. Nos mots ne convaincront pas ceux qui, même chrétiens, ne partagent pas notre option. Il nous faut développer un autre type de dialogue avec eux.

Recevez une accolade fraternelle et l'assurance de notre espoir indéfectible.

Le choc des résultats électoraux

Le pays s'était polarisé autour de deux options : la révolutionnaire soutenue par le Front sandiniste, et la pro-américaine (États-Unis) que représentait l'UNO. On pressentait que les autres options étaient marginales. En fait, aucune d'entre elles n'a réussi à obtenir même un pour cent du total des voix.

Tous les sondages annonçaient une victoire sandiniste. Un mois avant le vote, ça ne semblait pas discutable. L'opinion publique internationale prévoyait des résultats très favorables. Même le Secrétaire d'État américain et la contre-révolution armée ont déclaré qu'ils s'attendaient à une victoire sandiniste et ils prenaient à l'avance des mesures de précaution et se faisaient des réserves en prévision de cette victoire. Personne ne pensait sérieusement que l'UNO allait gagner.

La nuit du dimanche 25 fut une nuit de nouvelle lune, obscure et tendue. Le Nicaragua au complet a veillé près de la télévision et de la radio. À la télévision, les résultats tardaient à rentrer. Radio Corporacion et Radio Impacto (depuis le Costa-Rica) éclataient de joie. À mesure qu'ils entendaient les résultats, l'UNO et ses sympathisants exprimaient de mille façons leur joyeuse surprise. De leur côté, les Sandinistes ont reçu un véritable choc.

Le lendemain matin, Managua s'est réveillée dans un silence très tendu. Presque personne n'est sorti dans la rue. L'UNO n'a pas célébré sa victoire, par peur selon certains, par prudence selon d'autres et d'autres encore ont dit que c'était parce qu'ils étaient confus et qu'ils n'arrivaient pas à croire qu'ils avaient vraiment gagné. Ce fut une journée tout à fait funeste pour tous les amants de la Révolution. Beaucoup ont pleuré, l'indignation et une douleur profonde ont envahi de nombreux cœurs. Et il y a eu de véritables crises nerveuses. Dans chaque maison, le silence assourdissant des stations radiophoniques pro-sandinistes- «La Voz de Nicaragua», «La Primerísima» et «Radio Sandino», parmi les plus écoutées de tout le pays - semblait indiquer un effondrement de la conscience nationale. La majorité de la population est restée chez elle, veillant dans l'expectative. On peut dire que le lundi 26 a été un jour traumatique pour toute la popula-

tion, y inclus pour les partisans de l'UNO : l'ensemble du pays a subi un véritable choc et il avait du mal à digérer la surprise.

La presse étrangère a unanimement qualifié les résultats électoraux de «surprenants». Toute le monde était surpris.

Des élections formellement parfaites

Près de 3 000 «observateurs» officiellement reconnus et deux mille journalistes de partout au monde ont témoigné de la validité de ces élections, les élections les plus surveillées dans toute l'histoire de l'humanité. Tous les types d'organismes politiques, sociaux et religieux venant de l'étranger ont minutieusement surveillé le processus électoral du début à la fin. Et ils sont unanimes : si elles n'ont pas été parfaites, les élections n'ont pas seulement été justes et libres mais aussi les plus fiables de toute l'Amérique Latine. Il y a eu des petits problèmes, mais ils n'ont pas été plus importants que ceux d'un pays ayant une longue tradition démocratique.

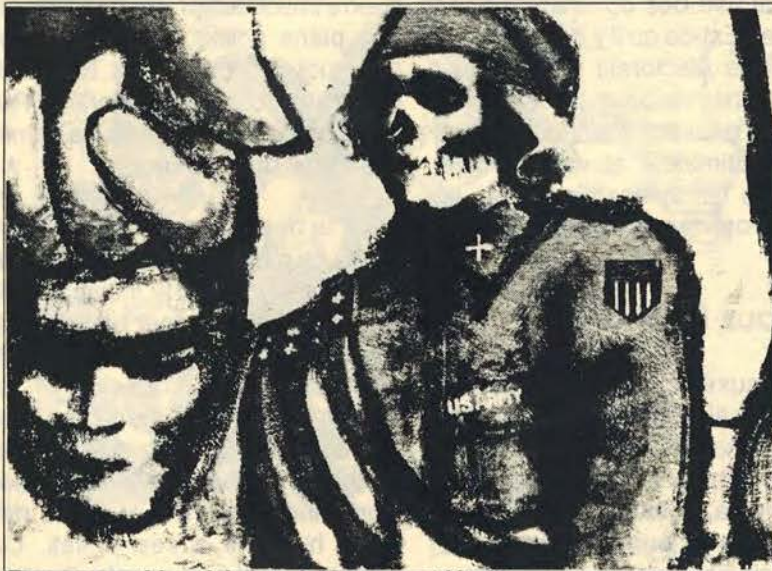
Tout au long du processus, l'opposition, la contre-révolution et le gouvernement des États-Unis n'ont pas cessé de remettre en question le sérieux des élections et ceci, malgré les avis unanimes des observateurs, comme le témoignent les pages du quotidien «La Prensa», propriété de Violeta Barrios et porte-parole officiel de l'UNO. Mais on a cessé de parler de fiabilité dès le soir du triomphe électoral. Dès lors, toutes les parties ont reconnu la formalité démocratique des élections.

Des élections libres ?

La démocratie exige que les options électorales puissent se faire concurrence durant la campagne électorale en toute liberté et avec une égalité des chances. Sous cet aspect, comme nous l'avons déjà indiqué, tous les observateurs, sans exception, ont reconnu que les exigences formelles des élections libres ont été

respectées. Mais est-ce que la formalité est suffisante pour que l'on affirme que des élections son vraiment libres?

Tout le monde connaît l'hostilité constante que les Sandinistes ont subie alors qu'ils tentaient de reconstruire le pays et de construire la Révolution. Il suffit de rappeler les fait les plus marquants : du minage des ports à l'embargo commercial en passant par le blocus financier et la guerre. Tout ceci après une guerre de libération qui a coûté 50 000 morts, à laquelle s'ajoute une guerre d'agression de plus de neuf ans qui a causé 30 000 morts de plus. La faiblesse économique résultante a plongé le pays aux plus bas niveaux de revenus par habitant et aux plus hauts taux d'inflation de toute l'Amérique latine. La Cour internationale de La Haye a condamné les États-Unis à indemniser le Nicaragua pour tous les dommages qu'ils lui ont causés, des dommages évalués à 17 millions de dollars.



Fresque anti-impérialiste à Managua (détail).

La révolution a entrepris toutes les initiatives imaginables pour obtenir la paix. Ne pensons qu'à l'ensemble du processus d'Esquipulas, plein de créativité diplomatique, qui s'est brisé maintes et maintes fois contre l'intransigeance des États-Unis, même quand on avait réussi à unir la volonté de tous les présidents centro-américains. Il n'a pas été possible d'obtenir la paix par le dialogue. Même lorsque le processus d'Esquipulas a réussi à faire s'asseoir

la Contra à Managua en accord avec la plupart des points de la proposition déjà conclus, Washington a envoyé des ordres catégoriques de ne pas signer. On ne voulait pas régler le conflit armé et réintégrer le pays pour participer aux élections. On a empêché l'accord de paix. En conséquence, les morts et la crise économique ont continué.

Seuls ceux qui ont séjourné au Nicaragua durant les années cruciales de la guerre, quand il y avait en moyenne de 600 à 800 jeunes tués par mois dans les montagnes (et l'on disait qu'il s'agissait d'un «conflit de faible intensité»...); seul-e celui ou celle qui a vu de près la douleur des mères et des familles et les degrés

d'austérité et de pauvreté économique auxquels nous avons été soumis, seuls ces gens peuvent comprendre un peu ce que la révolution a signifié pour nous.

Quelle option politique soumise à un tel harcèlement et dans une telle situation d'impuissance peut se présenter à des élections, alors qu'on ne lui a pas permis de construire quoi que ce soit de son projet de société? Quelle option politique peut se présenter avec la capacité de convaincre un peuple alors que la plus grande puissance de la terre s'est donnée comme objectif prioritaire -et il fut très prioritaire pour Reagan tout au long de ses années au pouvoir - de détruire cette option, de la discréditer et de la neutraliser? Est-ce qu'un peuple est libre de choisir entre la révolution et le néo-capitalisme lorsque le projet révolutionnaire qu'il a tenté de réaliser a été baigné dans le sang et noyé dans la misère par les États-Unis, qui de plus affirment qu'ils vont continuer à agir de la même façon tant et aussi longtemps que le Nicaragua insistera pour marcher sur le chemin de la révolution? Les élections sont-elles libres, justes et honnêtes si une des options est attaquée, harcelée et prohibée? Est-ce qu'il y a égalité des chances dans cette bataille électorale s'il y a à la frontière et dans les montagnes du pays 15 000 hommes armés soutenus par le gouvernement des États-Unis, qui font la guerre, intimident et vont jusqu'à assassiner les partisans ou les sympathisants de la révolution? En réalité, peut-on vraiment parler «d'élections libres»?

Des élections face aux États-Unis

Les États-Unis ont participé aux élections nicaraguayennes. C'était le véritable adversaire de la Révolution. Les États-Unis sont intervenus matériellement et directement dans les élections en formant la coalition de l'opposition; ils l'ont unie, dirigée, financée, appuyée et présentée publiquement comme leur préférée; enfin, ils ont lié la fin de la agression militaire et économique contre le Nicaragua au triomphe électoral de l'UNO. Rien que la contribution financière publique du gouvernement américain (accordée par le Congrès américain) s'est élevée à neuf millions de dollars. Et le montant total des contributions américaines aux élections s'élève à 35 millions. Quel pays souverain tolère qu'une puissance étrangère s'immisce ainsi dans sa campagne électorale?

Déjà avant le début de la période électorale, durant toutes ces années, les États-Unis avaient ouvertement lutté contre une des options électorales nicaraguayennes, la révolution, et l'ont placée dans les conditions les plus défavorables pour mener une bataille électorale. Au cours de la période électorale, ils sont intervenus en

créant l'ennemie électorale de la révolution, l'UNO, qu'ils ont conseillée, dirigée et financée. Mais il y a plus. Les États-Unis ont promis qu'ils mettraient fin aux causes de la souffrance terrible du Nicaragua - la guerre, les embargos, économique et financier, le refus de toute aide - si sa préférée gagnait. Les États-Unis, la cause de cette souffrance, s'engageaient à cesser immédiatement l'agression si l'on votait pour son option favorite, celle de Violeta Barrios. Peut-on nier de quelque façon que ce soit que des élections ainsi perverties soient des élections totalement déséquilibrées, déstabilisées, contrôlées? Peut-on considérer que de telles élections sont «justes, honnêtes et propres»? Est-ce que ces élections ont vraiment été libres?

Le gouvernement des États-Unis a gagné

Oui, soyons clairs. Dans un premier sens, il faut reconnaître que le gouvernement des États-Unis a gagné. Le résultat de ces élections est le fruit de huit années de guerre imposée par Reagan et poursuivie par Bush tant aux plans politique, économique et militaire. C'est pourquoi le jour suivant l'annonce des résultats, le président Bush a téléphoné à Reagan et l'a félicité: «Nous récoltons les fruits de votre politique.» L'option des États-Unis a triomphé.

C'est le fruit des dix années d'agression sur tous les plans, en particulier la guerre, la crise économique et la guerre idéologique (y inclus la religieuse). Les États-Unis pensaient gagner beaucoup plus tôt, par la voie des armes. Mais notre peuple a résisté jusqu'au sang et jusqu'à la mort. Mais ces dernières années ont été tout simplement insoutenables. Notre peuple a mangé la poussière, le sang, la sueur et les larmes jusqu'à des limites inimaginables, et il a enduré le sang jusqu'à la mort: cinquante mille et trente mille morts. La résistance humaine a ses limites. On ne peut pas en demander tant à un peuple. Devant le monde entier, le Nicaragua a été un véritable peuple martyr. Mais l'héroïsme humain n'est pas soutenable durant de nombreuses années et il n'est pas soutenable pour la majorité.

Daniel Ortega l'a clairement expliqué au peuple ces derniers jours «C'est comme quand une personne est torturée afin qu'elle donne des informations et que ses tortionnaires prolongent et prolongent la torture afin de l'épuiser. Seuls les héros résistent jusqu'à la mort. Les autres se rendent, non parce qu'ils ont été convaincus, sinon pour en finir avec la souffrance intolérable. Notre peuple a été soumis à une guerre d'une rare cruauté qui lui a été imposée, à une crise économique impitoyable et à une guerre idéologique inusitée. On a dépassé les

limites du supportable. Une bonne partie de notre peuple a dit : «ça suffit».

Dans ce contexte, les sandinistes promettaient durant la campagne électorale que «tout serait meilleur», confiants qu'une fois le gouvernement des États-Unis dépouillé de l'unique prétexte qu'il invoquait, il n'aurait d'autre choix que d'en finir avec la guerre et de cesser ses agressions économiques. Une nouvelle période commencerait où le pays pourrait effectivement se reconstruire.

Toutefois l'UNO a promis au peuple la même chose mais en d'autres termes. Et elle ajoutait son mot d'ordre «Oui, l'UNO est capable». Ce qui voulait dire: les Sandinistes, eux, ils ne sont pas capables. Ils ne pourront pas parce que même s'ils font tous les efforts du monde, si les États-Unis ne veulent pas, ce sera impossible. Et les États-Unis sont prêts à cesser l'agression seulement si l'UNO gagne. Si l'UNO n'est pas élue, les États-Unis ne reconnaîtront pas cette démocratie, ils n'accepteront pas les sandinistes, ils ne cesseront pas leur embargo ni leur lutte contre nous et ils ne désarmeront pas la Contra. Nous continuerons de subir une crise économique croissante et nous endurerons indéfiniment une guerre imposée.

Qui, torturé par la faim et la guerre, peut hésiter devant une telle alternative? Seuls les héros : Ce quarante et un pour cent qui a renoncé à l'alternative pro-nord-américaine. Ce n'est pas faire preuve de chauvinisme que de dire que dans ces conditions, ce 40% est un vote de la plus haute qualité. Dans cette situation concrète d'agression militaire et économique prolongée, un vote pour le FSLN c'est un vote de héros. C'est le vote de la dignité. Le vote du torturé qui dit à son tortionnaire: «Je ne me rends pas, même si tu continues à me torturer». Le vote de guerrillero qui continue d'avancer vers la révolution tout en sachant qu'il va rencontrer la mort. Le vote de ceux qui préfèrent mourir plutôt que de se mettre à genoux, de ceux qui refusent le plat de lentilles plutôt que de vendre leur dignité. Le vote de Diriangén

et de Sandino...

Les États-Unis ont gagné grâce à leur préférée. L'intervention américaine en Amérique centrale est depuis longtemps déjà une tradition historique invétérée. Ils ont toujours eu besoin de la coopération de l'oligarchie créole «collabo» qui a traditionnellement vendu la patrie pour satisfaire ses intérêts égoïstes. «Vend-la-Patrie» [Vendepatria], voilà le mot propre au jargon politique nicaraguayen pour désigner cette attitude. L'histoire continue et se répète.

Bush se frotte les mains. Reagan est félicité. Le Conseil supérieur de l'entreprise privée du Nicaragua [Consejo Superior de la Empresa Privada de Nicaragua] se réjouit. Les anciens propriétaires fonciers et les grands propriétaires planifient déjà la rapide récupération de leurs anciennes terres; certains d'entre eux sont reve-

nus au pays quelques jours à peine après les élections. Des Somozistes connus, candidats sur les listes électorales de l'UNO vont devenir conseillers, maires et députés. Alfredo César, un dirigeant de la Contra a été élu député et sera probablement le futur président de l'Assemblée nationale.

Toute la bourgeoisie nicaraguayenne célèbre son triom-

phe. Les multinationales et les banques internationales se félicitent avec Violeta Barrios. On parle déjà d'aider l'économie nicaraguayenne à «s'intégrer à l'économie internationale».

Qu'est-ce que la CIA, la Maison Blanche et même le Pentagone sont en train de manigancer? Nous ne le savons pas encore, mais bientôt peut-être allons-nous le subir.

Assumer les conséquences

Le gouvernement sandiniste était pleinement conscient de cette situation d'infériorité dans laquelle il allait mener la bataille électorale. N'importe qui sait qu'un gouvernement tombe automatiquement avec 36 000 % d'inflation, même sans élections. Le gouvernement



sandiniste savait qu'il affrontait le pays le plus puissant de la terre. Il savait que les États-Unis allaient s'immiscer directement dans la campagne électorale. Il était conscient de la lassitude de son peuple. Et il savait que les conditions existantes étaient les pires possibles pour une campagne électorale. Mais il avait confiance dans le peuple et il a relevé le défi électoral.

Lundi le 26 février, à six heures du matin, Daniel a prononcé un discours à la télévision devant un Nicaragua qui venait de passer une nuit blanche, la nuit la plus longue de ces dix dernières années. Avec sérénité, sans amertume, sans disqualifier qui que ce soit, sans le moindre signe de déception ou de ressentiment, il a remercié le peuple pour sa participation et a déclaré que le plus grand service que la Révolution pouvait rendre au peuple nicaraguayen en ce moment historique était d'accepter le verdict des urnes. Ce discours est sans doute une des pages les plus mémorables de la littérature sandiniste.

La Révolution connaissait tous ces risques et les avait déjà acceptés. C'est pourquoi elle en a assumé les conséquences galamment et démocratiquement, avec la droiture et la démocratie dont ses ennemis l'avaient toujours privé.

Le 55 % ...

55 % des électeurs ont choisi la formation qui pouvait mettre fin à la situation : l'UNO.



La majorité de ces 55 % ne croyait certainement pas le slogan de l'UNO qui affirmait : Les sandinistes « En dix ans, ils n'ont pas été capables ... » de changer la situation. (En diez anos no pudieron ...). En fait, en 10 ans, les États-Unis ne les ont, non seulement, pas laissés faire, mais ils ont fait du renversement des sandinistes et de leur obstruction la principale priorité de leur politique.

Pas plus que la majorité de ces 55 % ne croyait la seconde partie de slogan : « ... l'UNO, elle, est capable! » (... ! La UNO, si puede !). Les Nicaraguayens savaient parfaitement que ce n'était pas l'UNO mais les États-Unis seuls qui pouvait changer la situation.

La majorité de ces 55% croyait que la guerre prendrait fin si l'UNO remportait les élections, tout simplement parce que les États-Unis cesseraient de nous la faire. Et que nos plus grandes difficultés économiques, que

sont le blocus commercial et financier cesseraient également, tout simplement parce que les États-Unis cesseraient de nous bloquer. Il était évident que « les États-Unis, eux, sont capables ! ».

Et la majorité de ces 55% savaient aussi que si les sandinistes remportaient les élections, malgré tout le droit et la force morale accumulée pour mettre fin à la guerre, la guerre ne s'arrêterait pas parce que les États-Unis continueraient à la faire. Il en était de même en ce qui concerne l'état de prostration économique.

C'est en tenant compte de tout cela que ces 55% des électeurs ont voté pour l'UNO.

Que signifie ce vote?

Les 55% des électeurs ne votaient pas pour un parti : l'UNO n'est pas un parti mais quatorze partis.

Ils ne votaient pas pour une idéologie : l'UNO regroupe en son sein les idéologies les plus contradictoires. Il suffit de dire que cette formation représente à la fois les intérêts des États-Unis et ceux du Parti socialiste et du Parti communiste du Nicaragua (A l'extérieur du Nicaragua, peu nombreux sont ceux qui savent que pour essayer de détruire les sandinistes, les États-Unis n'ont pas reculé à s'allier avec le Parti communiste du Nicaragua au sein de l'UNO).

Pour qui votaient-ils? Qui, selon eux, mettrait vraiment fin à cette situation? Les États-Unis, bien sûr, seuls à pouvoir le faire.

Au début du blocus économique, nous disions, au Nicaragua, que les États-Unis ne nous vaincraient pas par l'estomac. Nous disions aussi qu'ils ne nous vaincraient pas par la guerre. Nous disions également que Reagan avait complètement échoué au Nicaragua. Mais c'était trop dire. Comment pouvait-on affirmer que l'encerclement économique et la guerre menée selon la stratégie des << conflits de faible intensité >> ne porteraient pas atteinte à notre peuple? Cette agression multiple de Reagan allait affecter une partie de la population.

Voter pour l'UNO (en fait pour 15 partis : quatorze partis plus les États-Unis) consistait au fond à céder devant l'Empire.

Se soumettre finalement à la politique de Reagan.

Mettre fin aux revendications concernant la souveraineté et la dignité, pas pour une poignée de dollars mais tout simplement afin de survivre. Céder, cesser d'être torturé, oublier un instant l'autodétermination des peuples et essayer de survivre. Voter pour les États-Unis, pour qu'ils cessent de nous attaquer par la guerre et le blocus.

C'est ce que ce vote représentait en quelque sorte, mais ce n'est probablement pas ce qu'il signifiait dans la conscience de la majorité de ceux qui ont voté. On ne votait pas consciemment pour l'impérialisme. Nous croyons qu'une partie seulement de l'électorat a voté pour ce dernier. Il est probable qu'un autre segment ait donné son <<vote de punition>> contre le Front sans toutefois être opposé à la révolution. L'immense majorité votait simplement pour la survie. <<Pour le changement >>, pour pouvoir survivre. Advienne que pourra, mais il faut que nous puissions manger et que nous n'ayons pas à envoyer nos enfants se faire tuer dans la guerre.

C'est tout. C'est pour cela qu'a voté, osons-nous croire, la majorité de ces 55%, ce qui ne veut pas dire que ce pourcentage de la population ait voté pour l'idéologie de l'UNO ou pour les États-Unis: on a voté uniquement pour la survie.

Nous ne croyons pas que ces interprétations expliquent tout. La réalité est bien plus complexe. Le Nicaragua est considérablement multiforme par ses différentes régions et groupes de population. Il reste encore beaucoup d'analyses à faire, plus profondes, au moyen de meilleurs outils et plus calmement.

Ces réflexions ne sont que des réflexions d'urgence, mais reflètent en tout cas **notre** point de vue.

Réfléchir sur l'expérience acquise

Nous ne cherchons pas, en écrivant ceci, à nier la réalité: un échec est un échec. Nous serions aveugles de refuser ce fait.

Les élections ont été perdues. Il est, par conséquent, grand temps que les sandinistes et les révolutionnaires procèdent à un profond examen de conscience et passent en revue toutes les erreurs possibles, ce qu'il y a d'écart entre eux et le peuple, de bureaucratie, de présomption, d'excès de confiance, d'embourgeoisement, de relâchement de l'esprit révolutionnaire, d'abus, de présence d'opportunistes. Le parti fera également les analyses politiques nécessaires pour évaluer ce qu'il y avait de juste dans les critiques plus globales qui lui ont été adressées quant à la conduite du pays. La

révolution devra avoir recours, une fois de plus, à ses qualités traditionnelles de flexibilité, de pragmatisme et de créativité, dont elle a su faire preuve face aux difficultés. Si elle surmonte les difficultés actuelles, il n'y a l'ombre d'un doute qu'elle en sortira purifiée et renforcée, en se débarrassant des opportunistes entre autres mesures.

Les véritables révolutionnaires ont donné au monde les plus grandes leçons d'humilité en faisant leur autocritique politique, en procédant à leur conversion permanente. Nous devons poursuivre le chemin, infatigablement, vers la création de l' <<Homme nouveau>>.

Pour une vision d'ensemble

Nous avons dit que les États-Unis avaient gagné. Mais comme en politique toute chose a deux aspects, nous pouvons donc dire que la révolution a elle aussi gagné. Et cela pour plusieurs raisons: tout d'abord parce que maintenant personne ne peut douter du fait que cette révolution constitue un État de droit démocratique. Examinons les faits.

C'est la première fois que l'opposition remporte les élections au Nicaragua. De l'avis général, ces élections ont été les plus libres et démocratiques de l'histoire de notre pays. Nous avons rompu la tradition selon laquelle, au Nicaragua, c'était par les balles et non par les bulletins de vote que les gouvernements étaient remplacés. Les sandinistes eux-mêmes ont pris le pouvoir par les armes: sous la dictature de Somoza, il n'y avait pas de place pour des méthodes démocratiques. L'insurrection générale avait été une décision générale qui exprimait la volonté démocratique.

Au moment de la prise du pouvoir, les sandinistes ne s'y sont pas installés en tant que parti unique d'une dictature marxiste-léniniste, comme satellite de la Russie ou un autre Cuba (avec tout le respect que nous avons pour ces pays). Mais telle fut l'image du Nicaragua que les États-Unis ont propagée et vendue durant ces dix années de guerre idéologique. Ce que le peuple nicaraguayen a construit n'a pas été un «nouveau Cuba» mais un <<nouveau Nicaragua>>. Dès le début, le multipartisme, l'économie mixte et le non-alignement ont été proclamés. Le processus actuel ne constitue pas des concessions que la révolution nicaraguayenne a été obligée de faire il y a six mois en raison des changements opérés en Europe de l'Est: il s'agit d'un processus compris dans son projet original dès avant la victoire du 19 juillet 1979.

Après la prise du pouvoir, ce projet s'est réalisé, cristallisé sous la forme d'un processus de construction d'un

État de droit, démocratique, pluripartiste, doté d'une Assemblée parlementaire et organisant des élections libres périodiques, État défini par une Constitution politique, élaborée au moyen des mécanismes parlementaires habituels, enrichis par la participation inhabituelle de la population de la base via les conseils municipaux, les célèbres «cabildos».

Le résultat obtenu fut un État de droit, une République dotée de sa constitution et de ses lois constitutionnelles, qui a été reconnue par la communauté internationale. De plus, la pratique politique quotidienne du Nicaragua révéla la persistance de la pluralité des partis (tous les partis traditionnels et de nouveaux partis), leur présence à l'Assemblée parlementaire et dans la vie politique du pays, la tenue d'élections ayant eu lieu, pour la première fois en 1984. Pendant un an et demi, de 1985 à 1986, au plus fort de la guerre d'agression étrangère, il y a eu ici un état d'exception conforme à l'exercice normal de la constitution dans des circonstances anormales d'intensification de l'agression étrangère. Pour ce qui est du reste, il faudra toujours faire la distinction entre les erreurs d'un gouvernement et la validité juridique de l'État dont ce gouvernement dirigea les destinées.

Les élections du 25 février n'étaient que les élections régulières prévues par la Constitution de la République. Que certains affirment maintenant que le Nicaragua a finalement tenu des élections parce qu'il y a été obligé

ne prouve qu'une chose: le manque d'information ou la désinformation existante. Ceux qui affirment, comme Violeta Barrios et l'administration états-unienne, que la démocratie est arrivée avec madame Violeta, ne font que fausser la réalité. Madame Violeta n'a pas apporté la démocratie, c'est la démocratie qui a permis à madame Violeta d'être élue. Elle pourra accéder au pouvoir parce qu'il y a eu ici un État de droit révolutionnaire et démocratique et parce que le parti que dirigea le gouvernement a été le garant et le fidèle exécuter de ce droit.

Cette description erronée de la réalité est guidée, en réalité, par une position non-démocratique.

Le 27 février, Daniel Ortega a affirmé: «Si nous avons remporté les élections, on dirait ici et là que nous sommes totalitaires et que nous avons fait peur au peuple (...)». Pour certains, il n'y a démocratie que là où ils sont au pouvoir. Lorsque leurs ennemis se trouvent au gouvernement, ils affirment que c'est parce qu'ils sont totalitaires, et que, étant totalitaires, il faut leur faire la guerre, que ce soit par des mercenaires ou par une invasion directe. Ils sont tellement «démocra-

tiques» que s'ils ne sont pas au pouvoir, ils ont recours aux armes et ne les abandonnent que lorsqu'ils ont repris le pouvoir (ils ne les abandonnent même pas pendant la campagne électorale). Dès le soir de sa victoire électorale, nous avons commencé à entendre dire par madame Violeta, Bush, l'UNO, la Radio Católica (Voix officielle de l'Église catholique) et le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), que la contre-révolution doit se démobiliser et abandonner les armes parce que «les causes de la guerre ont cessé d'exister». Quelles étaient donc, selon eux, les causes de la guerre ?

N'oublions pas que pour nombre de ceux qui se disent démocrates, la démocratie serait la libre concurrence et la libre entreprise, la domination de la bourgeoisie dans la société et les élections quand ils sont en mesure de les remporter. Tout le reste n'est que du totalitarisme et doit être combattu, réduit à feu et à sang, justement au nom de la «démocratie».

Voir l'aspect positif des choses

En respectant la volonté des électeurs et en quittant le pouvoir comme il se doit dans tout État de droit, les sandinistes et la révolution elle-même ont grandi. Non pas parce qu'ils sont maintenant démocrates et ne l'étaient pas auparavant, mais parce que ceux qui, jusqu'à maintenant, n'avaient jamais voulu l'admettre ont dû se rendre à l'évidence. Voilà leur principale victoire. «Voilà notre principale contribution», «la plus grande victoire dont nous devons être fiers, nous tous, sandinistes» a dit Daniel Ortega ce matin-là du 26 février.

Il y a plus: les élections ont confirmé que le parti sandiniste est le plus grand du Nicaragua. Par rapport aux suffrages majoritaires de ceux qui, épuisés par l'encerclement économique et militaire, ont préféré le changement, le vote du FSLN est qualitativement supérieur en ce qui concerne la conscience, la dignité et le sens politique.

Non seulement la révolution n'est pas perdue, mais elle sera plus forte que jamais si elle est capable de réussir la nouvelle épreuve du feu: passer dans l'opposition dans un système démocratique dans lequel s'est cristallisée la volonté populaire de son peuple.

La révolution continue. Ici il n'y a pas plus que des élections, dans le cadre constitutionnel d'un État de droit, que la nouvelle présidente devra jurer de «respecter et faire respecter». La seule chose qui arrivera sera le remplacement du gouvernement. Ce qui est extrêmement grave dans les conditions particulières

du Nicaragua, mais en même temps extrêmement normal dans tout régime démocratique, et cette révolution est une démocratie <<représentative et participative>>. Nous savons bien que le choix électoral qui a été fait aux élections ne correspond pas précisément aux valeurs profondes qui animent cette révolution et qui sont enchassées dans la Constitution. Telle va être la contradiction majeure de la nouvelle étape de l'histoire du Nicaragua. Tel sera donc son champ de bataille. C'est là que le peuple organisé (mouvements populaires, organisations de masse, syndicats et partis politiques) devra défendre les conquêtes de la révolution. Avec l'arme du Droit en sa faveur. Dans le cadre d'un État de droit démocratique, pas bourgeois mais révolutionnaire. Ce sera une lutte très semblable à celles que vivent les peuples organisés de chacun des pays voisins de nous, mais ce sera, en même temps, une lutte très différente. car ici, elle aura lieu dans le nouveau cadre institutionnel de cet état démocratique et révolutionnaire. Si nous traversons ces difficultés, nous aurons ouvert une nouvelle page dans l'histoire des processus de libération de nos peuples.

La situation est difficile à comprendre en raison de son caractère historique absolument nouveau. Une fois de plus le Nicaragua va tourner une page inédite dans l'histoire: il s'agit d'une révolution qui a donné à son peuple la démocratie dont il avait toujours été privé, qui a consolidé institutionnellement cette démocratie dans un État nouveau, et qui, quand il a dû la mettre en pratique, a respecté la volonté des électeurs et a accepté de céder le pouvoir.

Personne ne peut imaginer ce que sera la nouvelle expérience. L'effervescence de ces jours nous fait penser que nous sommes en un moment extrêmement critique. Seulement le tact et la prudence des dirigeants des différentes forces sociales, sans oublier l'attitude des États-Unis, peut éviter en ce moment la menace d'une nouvelle guerre.

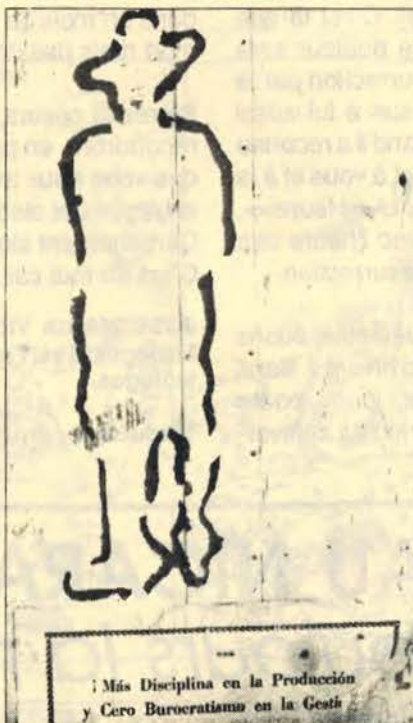
Au rythme des heures de l'Histoire

Il y a des hauts et des bas dans l'histoire. Pourquoi ne pas reconnaître le fait que nous traversons un moment difficile de l'histoire?

Nous nous trouvons à un moment de repli du point de

vue des pauvres. Les analystes politiques internationaux affirment que nous nous trouvons devant la plus grande concentration du pouvoir impérial n'ayant jamais existé de toute l'histoire de l'humanité. Il y a toujours eu des empires sur terre, mais jamais aucun n'a eu une telle concentration de pouvoir économique, militaire et technologique que celui d'aujourd'hui. Nommer les États-Unis <<l'Empire>> n'est pas une métaphore.

La crise des pays de l'Est a fendillé ce qu'il y avait d'impérial en eux. Et la guerre froide a pris fin: l'Empire de l'Ouest s'est retrouvé libéré de tout contrepoids. <<On ne prévoit pas pour sitôt la <<perestroïka>> dont nous, les peuples du sud, avons besoin, celle qui fendillerait l'empire yankee et nous permettrait un futur d'autonomie, d'altérité, de solidarité fraternelle>> nous disait Pedro Casaldàliga dans sa dernière lettre collective.



C'est dans ce contexte mondial que la révolution nicaraguayenne est survenue et que les élections du 25 février ont eu lieu. Enrique Bolaños, longtemps président du Conseil supérieur de l'entreprise privée nicaraguayenne, candidat qui a presque été choisi par l'UNO comme président du Nicaragua au lieu de madame Violeta, a dit ces jours-ci: <<Est-ce de notre faute si ces <<muchachos>> sandinistes sont apparus au moment où dans l'Église catholique une personne aussi extraordinaire que Jean-Paul II accédait à la papauté, qui représente un gigantesque élan de résistance au communisme et de défaite pour celui-ci? Est-ce de notre faute qu'à la Maison Blanche ait accédé un homme comme Ronald Reagan qui

s'est donné pour priorité de renverser les sandinistes? Est-ce de notre faute si en Union soviétique est apparu un homme comme Gorbachev qui est en train de reconnaître l'échec du socialisme réel?>>.

De toute façon l'histoire n'est pas seulement longue mais large. Nous voulons penser à la guerre entre le gouvernement de l'Éthiopie et les guérilleros érythréens qui a déjà duré 28 ans et qui est une des guerres «oubliées» par le reste du monde, qui a lieu dans un pays où 50% des enfants souffrent de malnutrition et où la mortalité infantile dépasse les 25%. Ici, sur notre continent, le Brésil se réveille effrayé pour une inflation de 70% au cours du seul mois de février qui

vient de se terminer. Plus près de nous, au Panama, notre voisin, le président Endera, qui a reçu le pouvoir dans une base états-unienne, commence aujourd'hui un jeûne de protestation parce que l'aide que les États-Unis ont promise pour reconstruire le pays qu'ils ont envahi ne viendra pas. Et à côté de notre frontière, le président Callejas déclare que l'économie hondurienne est pratiquement en faillite. Le Nicaragua n'est pas le centre du monde. L'Amérique centrale, le tiers monde tout entier, réclament notre attention fraternelle. On ne peut aujourd'hui être chrétien ni tout simplement humain, si l'on n'assume pas responsablement la solidarité internationale.

L'heure difficile de semer

Nous affirmons, selon notre foi, que l'histoire se dirige inévitablement vers la consommation finale de la grâce. [Nous marchons croyant au Royaume]. C'est là que toute larme sera essuyée et que toute douleur sera apaisée. Mais nous accédons à la Résurrection par la mort. Au milieu se trouve la croix, Jésus a lui aussi passé par elle. Il ne s'est pas trompé quand il a reconnu la difficulté de l'heure : « Cette heure est à vous et à la puissance de l'obscurité » (Luc 22,53). L'« Heure », le « Kairos » de Jésus, a coïncidé avec l'heure des ténèbres; la croix a convergé avec la résurrection.

Karl Rahner, sj., a dit avant de mourir que « nous étions en train d'entrer dans une « heure d'hiver » dans l'Église catholique ». Leonel Rugamas, jeune poète nicaraguayen (nous venons de célébrer le 20e anniver-

saire de sa mort) s'est déjà senti vivre et mourir dans un temps d'hiver rigoureux. Quoique l'histoire ne soit pas cyclique, les hivers historiques vont et viennent et il faut savoir les traverser avec une vision de foi pénétrante. C'est ce qu'a fait Leonel en écrivant son poème « Épitaphe » :

*Leonel Rugama
a joui de la terre promise
au mois le plus dur des semences
sans autre alternative que la lutte
très proche de la mort
mais pas de la fin.*

Le Nicaragua entre dans un nouveau « Kairos », imprévu et imprévisible. Temps opportun, temps de salut. Heure des ténèbres et kairos de beaucoup d'espérance. Dans le mois le plus rigoureux de l'hiver, mais dans un mois de semailles. Toujours très proche de la mort mais pas de la fin.

Frères et soeurs, nous espérons que ces mots répondront, en partie du moins, à la demande que vous nous avez adressée. Ce sont des réflexions engagées et discutables, provisoires et fraternelles. Certainement sincères. C'est en tout cas, notre témoignage d'urgence.

JOSE MARIA VIGIL est prêtre et théologien vivant à Managua. Il est l'auteur, entre autres, de : « Managua y los teologos ».

Traduction : Antonio Artuso et Raymond Robitaille

ÉLECTIONS AU NICARAGUA *encore et toujours la révolution!*

PAR LORRAINE GUAY

JUSTE AVANT LES ÉLECTIONS NICARAGUAYENNES, LE COMITÉ CHRÉTIEN AVAIT ORGANISÉ UNE TABLE RONDE POUR RECUEILLIR LES OPINIONS DE QUÉBÉCOIS-ES SUR LE PROCESSUS ALORS EN COURS (1). JUSTE APRÈS LES ÉLECTIONS, NOUS AVONS PENSÉ FAIRE DE MÊME AFIN DE PARTAGER NOS SENTIMENTS, AMORCER QUELQUES BRIBES D'ANALYSE ET FINALEMENT IDENTIFIER CERTAINES PISTES DE SOLIDARITÉ. (2).

Le ciel qui nous tombe sur la tête ...!!!

Non, le ciel ne nous était pas tombé sur la tête... mais presque! Nous étions profondément ému-e-s, blessé-e-s, perturbé-e-s par cette « victoire » de la Violeta.

Individuellement et collectivement, nous sommes passé-e-s par toute la gamme des émotions: des larmes à la colère, de la stupeur à l'incrédulité, de la déception au cynisme.

Pour certain-e-s, la colère était dirigée contre l'Église catholique hiérarchique, cet establishment qui a toujours combattu le sandinisme au nom d'une vision dépassée du christianisme. Pour d'autres, la colère, la rage même visait les États-Unis: Ils sont finalement parvenus à leurs fins! Des milliers de morts... pour remettre le pays aux mains de Washington. Quel long détour!

Cette blessure ressentie au plus profond de nos entrailles prouve à quel point l'expérience nicaraguayenne était devenue nôtre. Cette révolution d'un type nouveau, nous la portions en nous comme un enfant en gestation. Et nous aurions tellement aimé le voir grandir, les deux pieds solidement rivés au pouvoir. Seule la chute du gouvernement Allende au Chili en 1973 avait provoqué une telle consternation chez les Québécois-es.

L'urgence de comprendre

Une fois apaisés les premiers mouvements du cœur, la nécessité de comprendre s'est imposée avec force. Comment était-ce possible? Dans notre table ronde pré-électorale, nous disions en conclusion:

«Les Nicaraguayen-s ont passé-e-s par l'épreuve du sang. La guerre contre les contras leur aura fait comprendre encore mieux, si cela était nécessaire, que le Nicaragua ne peut revenir en arrière. Ils vont troquer leur fusil pour un bulletin de vote. On connaît l'issue de leur combat contre la contra...»

Les nicaraguayen-s en ont décidé autrement, déjouant toutes les prévisions. Nous nous étions en

effet laissé-e-s bercer par l'illusion d'une vague sandiniste qu'annonçaient les discours triomphalistes, les rassemblements toujours nombreux, et l'incroyable désorganisation de l'opposition. Mais le peuple nicaraguayen en avait décidé autrement.

Sans prétendre à une analyse exhaustive, nous avons tenté de faire une première énumération, en vrac, des multiples causes de ce «revirement électoral»:

- campagne électorale à l'américaine et trop démagogique, trop centrée sur l'image «macho» de Daniel présenté comme le «coq de combat», le tout-puissant;
- sous-estimation de l'adversaire qui, malgré la désorganisation, réussissait quand même à canaliser le mé-

contentement. On traitait la Violeta d'illettrée et on laissait entendre qu'une victoire de l'opposition serait l'équivalent d'une catastrophe naturelle ... Trop, c'est parfois trop!

- service militaire obligatoire, mesure très mal reçue par la population en général. Personne n'aime en effet envoyer ses fils et ses filles au front pour devenir de la chair à canon.

- usure du pouvoir et style d'exercice du pouvoir qui ont entraîné certaines «déviances» bien connues: privilèges, esprit de «petits boss» face à la population et surtout, surtout la coupure de plus en plus profonde entre le Front sandiniste au pouvoir et sa base qu'on a trop facilement pris pour acquise. Un peuple n'appartient jamais complètement et inconditionnellement à une formation politique, aussi bien intentionnée soit-elle.

- enfin, désir de la part de la population d'exprimer son mécontentement, sa morosité face à la situation. Très peu d'espace avait été accordé à l'opposition sincère de militant-es et de gens du peuple. Le doute, la critique s'est donc transformé en un vote pour l'UNO.

«Les Nicaraguayen-s ont voté avec la bedaine!»

Chacun-e peut y aller bien sûr de sa perception des événements.



Cherchez les 10 erreurs.

Reste que les Nica ont voté «avec la bedaine» i.e. qu'ils ont majoritairement choisi de mettre fin à la guerre et de réclamer le droit de manger et de travailler. Avec le Front sandiniste au pouvoir, ces droits fondamentaux leur étaient niés. Non pas à cause du Front et des erreurs avouées des sandinistes, mais fondamentalement à cause des États-Unis qui n'ont jamais permis à cette jeune révolution de prendre son envol. On s'en souvient: dès les premières réalisations (campagne d'alphabétisation, gratuité des soins de santé, distribution de terres aux paysans, etc.), les États-Unis ont immédiatement entrepris un travail systématique de sabotage. Ils ont peu à peu contraint le gouvernement à appliquer des mesures économi-

ques de plus en plus drastiques. Certes, ces mesures n'étaient ni plus sévères ni moins cruelles qu'ailleurs en Amérique latine où l'on traite les problèmes de pauvreté avec la médecine de cheval du Fonds monétaire international. Mais dans le contexte nicaraguayen, l'appauvrissement de la population prenait l'allure de mauvaise gestion sandiniste.

Lors de notre table ronde pré-électorale, nous disions: «Mais la cause première de toute la misère du peuple, et de loin la plus importante, demeure l'asphyxie économique imposée au Nicaragua par l'administration américaine. (...) On peut affirmer sans crainte de se tromper que les États-Unis (appuyés tacitement par le Canada) ont volé au moins dix ans de vie au peuple nicaraguayen. Ils portent la responsabilité historique d'avoir tué ce peuple une deuxième fois, la première étant d'avoir soutenu pendant des générations une des dictatures les plus sanguinaires de l'histoire latino-américaine. Roosevelt avait été très limpide sur cette question quand il avait affirmé: «Somoza est un enfant de chienne mais c'est «notre» enfant de chienne.!!!»

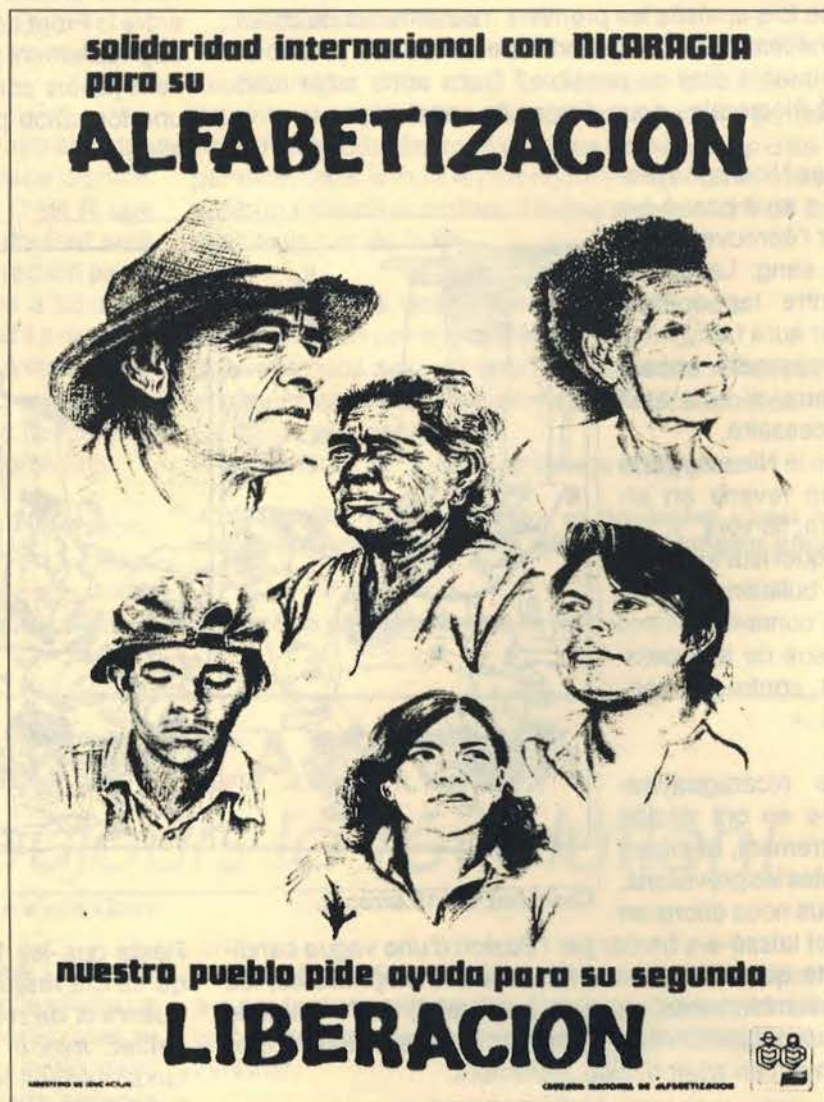
On ne dira jamais assez la force incroyable de l'impérialisme américain et de sa guerre de basse intensité qui sape les énergies à petits feux. Les nicaraguayen-ne-s sont allé-e-s au bout de leur résistance face aux USA. Il ne faut pas leur laisser porter seuls le fardeau de la lutte anti-impérialiste. C'est aussi chez nous que cette lutte doit se concrétiser.

... encore la révolution.

La solidarité avec le peuple nicaraguayen continue: elle va tout simplement prendre de nouvelles avenues. Les participant-e-s à la table-ronde ont identifié quelques pistes de travail:

a) **L'information** demeure toujours un défi de taille, après comme avant les élections. Il va nous falloir scruter attentivement les faits et gestes du nouveau gouvernement et alerter l'opinion publique sur les tentations de démanteler les acquis majeurs de la révolution sandiniste, particulièrement en santé, en éducation, en réforme agraire.

b) le maintien des acquis demeure justement une des tâches importantes de la solidarité internationale. Et la façon la plus certaine de contribuer au maintien de ces acquis c'est de **soutenir le mouvement populaire et syndical**. Nous devons opérer un certain changement de cap dans la direction de notre aide i.e. réinvestir ailleurs que via l'appareil d'État. Les organisations de base existent au Nicaragua mais il faudra faire preuve de discernement car les ONG issues du gouvernement Chamorro ne vont pas tarder à se multiplier pour s'accaparer l'aide internationale. Nous devons appuyer



Carte postale éditée pendant la campagne nationale d'alphabétisation.

sans réserve ces organisations de femmes, de paysans, ces syndicats, ces groupes culturels, ces communautés chrétiennes de base qui continuent de porter le projet de société plus juste, plus conviviale qui constitue l'immense apport du Nicaragua à la communauté internationale.

c) **la vigilance par rapport aux droits humains** risque de devenir un «dossier actif». Avec l'intégration de la contra, essentiellement d'allégeance somoziste, à l'appareil policier et à la vie civile en général, nous pouvons raisonnablement prévoir une certaine résurgence de violations de droits humains fondamentaux. Et comme partout ailleurs dans le monde, ce sont les secteurs du mouvement populaire et syndical qui seront visés et touchés par la répression.

d) **enfin, les pressions politiques face au gouvernement canadien doivent être maintenues.** Il nous faudra réévaluer toute la question de l'aide bilatérale au gouvernement de Chamorro. Dans la mesure où ce gouvernement travaille dans le sens d'une certaine réconciliation nationale, ne pose pas de gestes susceptibles de provoquer une guerre civile et peut compter sur l'appui des sandinistes (n'oublions pas en effet que Miguel d'Escoto, ex-ministre des affaires extérieures, a appelé à soutenir le nouveau gouvernement pendant 2 ans), alors l'aide bilatérale canadienne pourrait continuer de jouer un rôle positif. Mais, comme plusieurs l'ont souligné (3): notre aide ne doit pas être conditionnée à l'imposition de politiques axées sur le FMI, à ces fameux ajustements structurels dont l'effet automatique est l'appauvrissement croissant de la

majorité. Une aide alimentaire massive par exemple pour compenser l'effet de ces politiques ne constitue pas une aide au développement. On doit surtout encourager le gouvernement canadien à faire cheminer le plus d'aide possible via les ONG non-gouvernementales, tant canadiennes que nicaraguayennes.

Une élection de perdue ... mais les échos qui nous sont parvenus du Nicaragua dès le lendemain du choc avaient des airs de renaissance !!! On parlait déjà de comment poursuivre le travail, des ajustements à opérer à tous les niveaux, de la constitution d'une opposition forte, articulée, mobilisatrice. Comme si, paradoxalement, la perte du contrôle de l'appareil d'État redonnait au peuple du Nicaragua le pouvoir de réinventer «sa» révolution.

(1) *Caminando*, volume X no 4, Décembre 1989, p 3.

(2) Nous remercions chaleureusement Bernard Vallée de l'ICEA, Henri Coursol, pmé, Clotilde Lemay, auxiliaire, et Jean Robitaille, Barbara Zertter et Nicole Leduc du Comité chrétien pour leur participation à cette table ronde.

(3) Réflexions du Jesuit Center, CAN, LAWG, *Tools for Peace* sur l'après-élections au Nicaragua, Mars 1990.

Panama : les dessous malpropres d'une «JUSTE CAUSE»

PAR MARIE-CHRISTINE DORAN
d'après Brecha, no 6, janvier-février 1990
publié par CODEHUCA



À L'HEURE OÙ L'ON S'INDIGNE AVEC RAISON DE L'INVASION DU KOWEIT PAR L'IRAK, IL PARAÎT ESSENTIEL DE FAIRE UN PEU DE LUMIÈRE SUR UNE SITUATION DE MÊME NATURE VÉCUE PLUS PRÈS DE CHEZ NOUS.

L'invasion américaine de Panama en décembre 1989 n'était que la pointe de l'*iceberg*, l'aboutissement d'une gigantesque entreprise de désinformation tant au niveau local qu'international.

Pendant que les médias panaméens, contrôlés par l'armée américaine, annonçaient le rétablissement de

la démocratie, les *U.S. boys* assassinaient des milliers de civils. Pendant que les journalistes internationaux se voyaient refuser l'accès à Panama, on diffusait sur nos écrans le bilan des pertes de l'armée américaine. Pendant que cette même armée bombardait des immeubles peuplés exclusivement de civils dans les quartiers pauvres de la ville, les soldats américains vendaient des T-shirts «Just Cause» et donnaient des bonbons aux enfants...

Devant l'urgence de la situation, la Commission des droits humains en Amérique centrale (CODEHUCA) a

dépêché une délégation de spécialistes chargés d'enquêter sur les violations des droits humains commises par les Américains durant l'invasion. Suite à cette enquête CODEHUCA publiait, en février 1990, un document d'information destiné à rétablir les faits et faire entendre la version panaméenne. Ce rapport, constitué de témoignages appuyés, trace un portrait global de l'invasion et de ses conséquences sociales, économiques et politiques sur la société panaméenne.

C'est ainsi que CODEHUCA dénonce plusieurs gestes posés par l'armée des États-Unis. Elle accuse notamment l'armée d'avoir «testé» ses nouvelles armes ultra-sophistiquées sur la population civile. À ce propos CODEHUCA estime que le bilan le plus conservateur parle de 2 200 victimes civiles, alors que certains ont avancé le chiffre de 7 000! Pour empêcher que le nombre réel de victimes soit connu, l'armée des États-Unis avait pris contrôle de l'administration des hôpitaux. Ce geste a permis aux Américains d'agir en toute liberté.... Ainsi, la Croix-Rouge s'est plainte d'avoir été empêchée par l'armée, de secourir les blessés. Selon les officiels, les soldats américains auraient enterré pêle-mêle dans des fosses communes des morts ainsi que des blessés civils panaméens qui étaient encore vivants.

«Lorsque des blessés se réfugiaient à l'hôpital, les soldats les finissaient d'une balle dans la tête...» (doc.#1 p.5, Brecha)

De plus, l'armée des États-Unis est accusée d'avoir incinéré au lance-flamme des cadavres de civils, avant que leurs familles aient procédé à l'identification. Parmi les victimes, on comptait des enfants.

CODEHUCA a également dénoncé les bombardements sélectifs effectués sur des immeubles bondés, toujours de civils, au coeur des quartiers pauvres. Par exemple, on cite le cas du quartier San Miguelito, où seuls deux immeubles, déserts et désaffectés, n'ont pas été bombardés.

La liste s'étend ainsi sur 12 pages: le souvenir de tant d'horreurs commises au nom de la démocratie laissera sûrement des cicatrices sociales difficiles à refermer. L'invasion américaine a plongé Panama dans la pire crise de son histoire.



Au niveau économique, les structures déjà inadéquates et fragiles ont été ravagées par les effets de l'embargo imposé par Washington, aujourd'hui levé. Il s'agit maintenant de vivre sous la domination économique américaine. Cela signifie, entre autres, l'obligation de produire pour le marché des États-Unis à des prix ridicules, l'impossibilité de combattre le chômage et de mettre sur pied des programmes sociaux de base.

Le taux de chômage est maintenant de 31%, soit 10% de plus qu'avant l'invasion et ce, dans l'ensemble du pays. C'est dans les villes, où les assauts de l'armée ont été les plus nombreux, que la situation de misère atteint son paroxysme. Des centaines de personnes errent dans la ville, leurs demeures ayant

été incendiées ou bombardées. D'autres civils demeurent enfermés dans des camps américains installés dans la ville. Ils sont privés d'installations sanitaires, ne reçoivent qu'un repas par jour, et surtout n'ont aucune idée du jour où les envahisseurs les laisseront sortir.



Général Manuel A. Noriega

Au niveau politique, on vit aussi une situation de crise. Le gouvernement du Président Endara, installé par l'armée américaine, ne jouit pas du soutien de la population.

Pour remédier à cela, Endara a fait emprisonner tous les leaders syndicaux et les travailleurs de tout ordre refusant de lui accorder leur

soutien. Plus de 10 000 personnes ont donc été incarcérées sans autres motifs: vivre la démocratie!

Le choc des horreurs vécues par la population durant et après l'invasion risque de laisser des séquelles graves au Panama. Dans une société où les gens sont humiliés, horrifiés et opprimés, on voit se développer la violence et le désespoir. Plusieurs témoins de retour du Panama ont déclaré que l'atmosphère y est insoutenable: on se méfie de tout et de tous, et on n'est en

sécurité nulle part.

Certes, après avoir connu un régime corrompu et non-démocratique, les Panaméens ont été soulagés du départ de Noriega. Cependant leur soulagement a vite fait place à la terreur: l'invasion «pour la démocratie et la libération» s'est révélée un massacre à tous niveaux. Pourtant, rares sont les nations dites démocratiques qui s'y sont opposées. Certaines causes seraient-elles plus justes que d'autres?

Déclaration de Santo Domingo(1) 500 ans d'invasion

LA COMMISSION D'ÉTUDES SUR L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE EN AMÉRIQUE LATINE (COMISION DE ESTUDIOS DE HISTORIA DE LA IGLESIA EN AMÉRICA LATINA - CEHILA) s'EST RÉUNIE EN OCTOBRE DERNIER EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

La «Déclaration de Santo Domingo» que nous reproduisons ci-dessous constitue le fruit de ses délibérations. Cette déclaration a été lue au pied du monument érigé à la mémoire du frère Antonio de Montecinos, défenseur du peuple autochtone.

Sensible aux clameurs des peuples autochtones et afro-américains, et conjointement avec les communautés chrétiennes de Santo Domingo, la Commission d'études sur l'histoire de l'Église en Amérique latine (CEHILA) s'est réunie afin de réfléchir sur le sens historique du 500^e anniversaire de l'expansion coloniale de l'Occident sur nos terres.

1) Les identités

Le sens historique du cinquième centenaire est pour nous défini par des identités concrètes et des visages (particuliers, personnels...) impossibles à confondre.

Nous retrouvons les millions de visages de plusieurs peuples indigènes, les autochtones, habitants de ces terres. Ce sont les personnes envahies par l'Europe, qui ont été converties par celle-ci en étrangers dans leurs propres terres.

Nous retrouvons également les visages de millions d'Africains, transplantés en un monstrueux exil, par la volonté des Européens, jusqu'en nos terres. Ce sont les personnes réduites en esclavage par l'Europe, les déracinés de leur propre terre.

Depuis 1492, l'Occident a essayé de s'ériger en centre du monde. Il a voulu, avec arrogance, bâtir le monde à son image, en l'envahissant et en imposant ses volontés impériales. Il a renié les Indiens et les Noirs et ses propres descendants Métis et Mulâtres, tous ces mélanges de sangs maudits qui coulent rebelles, créateurs et résistants dans leurs veines.

Telles sont les identités qui fondent notre histoire et notre sens historique. Les illusions des seigneurs de l'Occident ont été vaines, avec leurs prétentions économiques, politiques, idéologiques, chacune d'elles violente et homicide. Pendant cinq siècles, ces identités populaires, conflictuelles, rejetées et marginalisées grandissent, mûrissent, se mélangent et se lient les unes aux autres malgré tout, nous provoquent et nous constituent.

Les envahisseurs, pour justifier leur prétendue et orgueilleuse supériorité dans le monde, se sont servis du Dieu chrétien, en le transformant en un symbole de pouvoir et d'oppression. Les Indiens, les Noirs, les Métis, les Afro-américains et les peuples des Caraïbes, ont été jugés païens, infidèles, superstitieux, perdus dans les ténèbres du péché et de l'erreur: Il fallait que Dieu arrive avec les Européens! Voilà, croyons-nous, l'idolâtrie de l'occident.

Selon notre perception de l'histoire, le Dieu créateur de la vie se trouvait déjà depuis des milliers d'années sur nos terres, agissant en tant que force vitale et spirituelle des cultures autochtones et africaines. C'était l'Esprit qui donnait la vie, la santé et la subsistance à tous les peuples, comme Mère de cette terre.

Les Églises occidentales insisteront sur les cinq siècles

d'évangélisation. Mais elles cacheront à leur façon l'Esprit de vie et de libération qui agissait depuis des temps immémoriaux, et que l'Europe a souvent éteint ou interrompu par son arrogance et son mépris à l'égard des peuples opprimés et de leurs descendants. <De quoi peut-il nous sauver?> disaient du Dieu des envahisseurs les indiens, avec raison (AGI, Chargas, Leg.12, feuilles 1-5). Nous, tous les chrétiens, catholiques et protestants, du Nord et du Sud, sommes en partie responsables de ce péché et demandons pardon.

II) Les invasions

1492: Année de gloire pour les <conquistadores> (conquérants)! Malheur et mort aux vaincus!

L'Occident utilise encore l'expression «la découverte de l'Amérique» ou, plus récemment, «la rencontre des cultures». Mais, pour les peuples colonisés, en 1492 ont commencé l'invasion et le déracinement, l'invasion et le vol des terres qu'ils possédaient, le déracinement de millions d'Africains, déportés et réduits en esclavage par les puissances coloniales. La conquête a été, comme le disait José Martí <un malheur historique et un crime>.

La conquête et la colonisation de l'Amérique est un processus de cinq cents ans d'invasion et d'oppression. A partir de la fin du XVe siècle, le vol des terres et la destruction de la nature n'ont pas cessé. Le génocide et l'ethnocide, la destruction de la culture et des religions des peuples autochtones ne sont pas terminés.

Surtout la destruction et l'oppression coloniale sont retombées sur les femmes indigènes et noires.

Le plus grand génocide de l'histoire humaine a été perpétré au XVIe siècle, et se poursuit aujourd'hui, sous la domination violente de l'impérialisme des États-Unis, alors que 300 millions de nos frères et de nos sœurs survivent dans des conditions d'extrême pauvreté. Les pouvoirs économiques, financiers, militaires, culturels et religieux de l'Occident, en alliance avec les pouvoirs dominants internes de chaque pays, continuent de détruire notre vie, notre culture et notre religion.

Victimes de la soi-disant «conquête spirituelle», nous avons vécu cinq siècles d'une évangélisation violente et trompeuse, liée aux puissances colonialistes et néo-colonialistes. Les peuples amérindiens et africains ont été jugés méchants et obligés de se convertir au christianisme. Une théologie de la mort et une spiritualité répressive des corps nous ont cernés.

Jusqu'à aujourd'hui, le système dominant multiplie les idoles de mort, pour continuer à opprimer sans limites et avec «bonne conscience». L'argent, le pouvoir, le marché, la consommation, le racisme et le sexisme sont, de nos jours, les idoles qui détruisent la vie et la culture.

Heureusement cette évangélisation violente et trompeuse, qui au lieu d'introduire le Christ a introduit Satan parmi nous (comme le dénonçait Pineda y Bascuñan au Chili au XVIIe siècle), a été démasquée par l'évangélisation libératrice de notre peuple. Les opprimés, mais jamais vaincus, ont su découvrir la présence de l'Évangile malgré la violence des États et des Églises. Ils ont reconnu Dieu comme celui qui écoute la clameur des opprimés (Exode, 3).

Les peuples autochtones et métis, les groupes afro-américains et des Caraïbes, ont reconstruit leur propre monde religieux. La découverte de Jésus-Christ a plutôt eu lieu non pas de la chrétienté vers les peuples, mais de ceux-ci vers l'ensemble de la société. Le peuple pauvre de Dieu a senti sur lui l'Esprit de Dieu qui le pressait de proclamer la Bonne Nouvelle à ses frères et sœurs (Luc, 4).

La culture européenne, espagnole et portugaise au début, malgré les structures de domination, a su nous transmettre, sous la forme de métissages complexes, ses valeurs culturelles et religieuses positives, et leur propre christianisme des pauvres. Ces valeurs ont été intégrées dans la tradition religieuse et culturelle des opprimés: c'est ainsi que sont nées une religion et une culture populaire de résistance et de lutte contre la domination. C'est ainsi qu'est née une nouvelle façon d'être de l'Église, signe d'espérance pour les êtres humains.

III) Les luttes

Le sens historique du Cinquième centenaire pointe finalement vers les luttes populaires du continent. Il ranime notre mémoire populaire, le souvenir de tout le sang libérateur versé pour sauver des vies, des cultures et des religions dominées.

Nous nous souvenons aujourd'hui, dans la joie, de tous les rebelles.

Nous nous souvenons des autochtones de la terre, des luttes des Guaranis et des Mapuches, de celles des peuples des Caraïbes et des Cakchiquels. De Tupac Amaru au Pérou; de Canindé du Ceara, Brésil; de Lautaro au Chili; de Canek au Yucatan, Mexique; de tant d'autres hommes et femmes. Des luttes des Afro-

américains et ceux des Caraïbes, de Zumbi dos Palmares, au Brésil et de Lemba, à Santo-Domingo. Des femmes qui ont lutté pour notre libération, comme la Gaitana de Colombie, ou Mama Tingo, de Santo-Domingo.

Ce sont, elles et eux, les protagonistes qui, au cours de leur vie ont défié les puissants, et nous ont montré le sens de l'histoire au cours de ces cinq siècles et l'avenir des Églises.

Nous nous souvenons enfin de ceux et celles qui ont compris leurs luttes et su écouter leur cri de douleur et de protestation, de Bartolomé de Las Casas à Oscar Arnulfo Romero. Le peuple de Dieu renaît aujourd'hui au sein des mouvements populaires, des communau-

tés chrétiennes de base et affirme son espérance dans son chemin oecuménique et prophétique.

Note du traducteur

L'article suivant a été publié dans le numéro 13 de la revue *Alfalit International* de novembre 1989.

Cette revue est l'organe officiel d'information de l'organisme chrétien de développement du même nom, qui travaille dans 13 pays d'Amérique latine et dont le bureau central a pour adresse: **Alfalit International**
Apartado 292-4050
Alajuela, COSTA RICA

La publication de ce texte nous a été suggérée par Gonzalo Cruz, pasteur de l'Église unie du Canada et qui travaille avec *Alfalit International*.

Lettre d'appui au peuple mohawk



Nous sommes des chrétiennes et des chrétiens qui voulons prendre la parole pour vous exprimer notre solidarité. Nous croyons que le combat que vous menez est juste. Il plonge ses racines à travers les cinq derniers siècles, depuis que les colonisateurs blancs vous dépouillent, depuis que nos gouvernements fuient le problème et se taisent. C'est ainsi que petit à petit nous vous avons pris terres, droits et libertés, que nous avons mis en place un régime d'exclusion pour votre peuple. En tant que peuple colonisateur et en tant que chrétiens, nous avons contribué à la répression des autochtones d'ici et des trois Amériques. Si bien que nous avons fait de vos communautés, celles qui subissent le plus durement le processus d'appauvrissement au Québec.

La crise mohawk nous renvoie une image de nous-mêmes, québécoises et québécois, qui nous déconcerte. Même si nous vous cotoyons depuis des siècles, nous n'arrivons toujours pas à vous comprendre. Pis encore, des gestes posés par nos compatriotes ont presque toujours été pour vous traiter de criminel, dénoncer vos actions et vous «tirer la première pierre», tout cela révélant des attitudes profondément racistes.

Les dernières lignes d'histoire écrites de notre main ne dérogent pas de l'ensemble de l'histoire amorcée par les conquistadors.

Au moment où nous voulons réfléchir un projet de société qui soit davantage le nôtre, vous pouvez nous apprendre beaucoup si nous acceptons de vous connaître vraiment, car nous avons conscience que la liberté des uns ne peut se construire sur le mépris et le génocide des autres. Nous vous reconnaissons le sens de la dignité, de la fierté, de l'identité. La place que les femmes occupent dans vos communautés ne peut que nous inspirer.

Enfin, comme chrétiennes et chrétiens en solidarité avec vous dans cette crise, nous nous engageons

- à dénoncer l'exclusion que subit le peuple mohawk;
- à appuyer vos revendications et vos luttes;
- à conscientiser et à éduquer la population et les médias de nos régions à votre cause et à votre culture.

VOS SOEURS ET VOS FRÈRES, PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS
AU CONGRÈS DE L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE DU 7-8-9 SEPTEMBRE 1990. SUIVENT LES SIGNATURES DE 186 PARTICIPANT-ES.

Rencontre internationale Romero à Montréal



Marche-célébration Romero 90 à Montréal

LA COALITION ROMERO DU QUÉBEC EST BIEN HEUREUSE DE VOUS ANNONCER QUE NOUS AURONS LE PLAISIR D'ACCUEILLIR À MONTRÉAL, UNE IMPORTANTE RENCONTRE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ. NOUS PRÉPARONS FÉBRILEMENT, DE CONCERT AVEC LE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL CHRÉTIEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'AMÉRIQUE LATINE «OSCAR ROMERO», LA TENUE D'UNE RENCONTRE D'ANALYSE ET D'APPROFONDISSEMENT SUR LES ENJEUX DE LA SOLIDARITÉ DANS UNE PERSPECTIVE SOCIALE, HISTORIQUE ET ÉVANGÉLIQUE.

Une quarantaine de participant-e-s, provenant des réseaux de solidarité chrétiens de plusieurs pays d'Amérique latine, d'Europe et d'Amérique du Nord, participeront du 2 au 9 octobre 1990 à cette rencontre qui se déroulera à la Résidence Ste-Geneviève des Soeurs de Ste-Anne. Deux évêques, **Don Sergio Mendez Arceo** et **Don Samuel Ruiz** du Mexique, seront des nôtres. Par ailleurs, nous pourrions aussi compter sur la contribution de personnes ressources d'ici et d'ailleurs comme **Edgar Jimenez**, et **Pierre Beaucage** pour alimenter nos réflexions. Nous sommes persuadés que le fruit de ces réflexions sera très stimulant pour les dé-

légué-e-s québécoi-e-s des groupes chrétiens de solidarité qui, annuellement, entre autres choses, commémorent le martyr et l'engagement d'Oscar Romero.

Cette Rencontre devrait aussi permettre de tisser plus solidement les liens qui unissent les organismes chrétiens canadiens engagés dans cette voie. Nous avons d'ailleurs reçu la confirmation de la participation de déléguées de Vancouver, Edmonton, Toronto et de Nouvelle-Écosse. Nous souhaitons grandement qu'un véritable réseau canadien de solidarité Romero puisse prendre forme à la suite de cette Rencontre.

Les principaux objectifs de cette rencontre internationale de réflexion et d'analyse sont: analyser et évaluer l'efficacité des différents types de solidarité dans une perspectives de libération; analyser les conjonctures en Europe, en Amérique du Nord, et en Amérique latine et leurs impacts sur notre travail de solidarité et proposer des pistes et des actions de solidarité possibles dans le contexte des changements historiques que nous observons aujourd'hui.

V a - e t - V i e n t

• **L'assemblée générale du Comité chrétien** qui a eu lieu le 23 avril dernier a pu apprécier le travail réalisé au cours de la dernière année. L'assemblée a aussi adopté les priorités de travail pour l'année en cours tant au plan organisationnel qu'au niveau du contenu. Parmi celles-ci, on retrouve: l'agrandissement des bureaux du Comité chrétien, l'embauche d'une personne de plus à la coordination du Comité et la réflexion sur des moyens pour augmenter le membership du Comité, en particulier au niveau des jeunes. On entend également poursuivre notre réflexion sur le rôle des chrétiens et de l'Église dans les processus de libération et diffuser ces réflexions. Dans ce sens, il a été décidé de s'impliquer tout particulièrement dans la venue de Giulio Girardi, théologien de la libération, en septembre 90 et dans l'organisation de la Rencontre intermédiaire du Secrétariat international de solidarité Oscar Romero qui aura lieu à Montréal en octobre. Le conseil d'administration a aussi été renouvelé. A regret, nous avons dû accepter le départ de **Clotilde Lemay, Denise Girard, Gilles Rivet et Hervé Caron**. Clotilde, Denise, Gilles et Hervé nous ont cependant assuré que leur engagement au Comité se poursuivrait sous d'autres formes. Nous les remercions grandement pour toutes les énergies qu'elles et ils ont dépensées au Comité. Pour «tenter» de les remplacer, le Conseil a accueilli cinq nouveaux membres: **Lorraine Guay, Léo Pigeon, Louise Gélinas, Marie-Christine Doran et Henri Coursol** qui s'ajoutent à **Jean-Guy Casaubon et Charlemagne Ouellet** qui poursuivent leur joyeuse aventure au CA.

• Le CA est par ailleurs heureux de vous annoncer que **Barbara Zerter** a été embauchée au Comité pour partager avec **Jean Robitaille** les tâches de coordination du travail du Comité. Barbara travaille à temps partiel (nos moyens financiers étant bien limités) et termine en même temps une maîtrise à l'Université de Montréal sur les réfugiés-salvadoriens au Honduras. Barbara est aussi enceinte d'un garçon (en tout cas, c'est ce qu'elle prétend!) qui a annoncé son arrivée pour le 13 décembre. Vous comprenez maintenant pourquoi le Comité a besoin de locaux plus spacieux...

• Du 8 juin au 10 juin a eu lieu à Montréal un **jeûne et une vigile** de solidarité avec le peuple nicaraguayen. Des représentants de plusieurs groupes de solidarité internationale se sont réunis pour prier, méditer et agir afin de soutenir la poursuite du processus révolutionnaire au **Nicaragua** et tenter de prévenir le danger de guerre civile dans ce pays. On sait effectivement que la Contra, bien qu'officiellement démobilisée, vient d'être incorporée dans une nouvelle force de police rurale, créée expressément pour ses besoins. Cette vigile de 48 heures s'est terminée par une célébration et l'envoi d'une lettre au **Consul des États-Unis** lui demandant de cesser son appui aux forces destructrices de la Contra.

• Lors de la **Marche-célébration Romero** tenue le 24 mars dernier à l'occasion du dixième anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero, nous avons récolté plus de 1 400\$ qui ont été remis aux projets d'éducation populaire et d'organisation communautaire au El Salvador. C'est **Développement et paix** qui s'est chargé de transmettre ces sommes aux organismes salvadoriens concernés.

• **Giulio Girardi**, théologien et sociologue italien, qui a effectué une tournée de deux semaines au Québec en septembre a donné une conférence à l'intention des membres du Comité sur l'état des processus révolutionnaires de **Cuba et du Nicaragua** dans le contexte actuel. Un article plus élaboré fera état de son analyse sur ces questions dans le prochain numéro du Caminando.

• Nous ont rendu visite dernièrement... **Elyzabeth Alfaro**, du El Salvador, qui prépare le rapatriement des réfugiés-salvadoriens qui sont actuellement au Panama. **Julio César Castro Zambrano**, du Vénézuëla, qui travaille avec les organismes de défense des droits humains de son pays. **Virgilio Leite Uchoa**, de la Conférence nationale des évêques du Brésil, qui est à mettre sur pied un service de nouvelles latinoaméricain pour contrer la désinformation des grandes agences de presse. **Pedro Declercq**, des communautés ecclésiales de base du El Salvador, qui organise des sessions de formation ici avec les réfugiés-salvadoriens et qui planifie lui aussi le rapatriement d'autres réfugiés qui vivent actuellement au Nicaragua.

Devenez membre du Comité chrétien...

- Vous adhérez aux objectifs de solidarité du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine?...
- Vous souhaiteriez participer démocratiquement à l'élaboration et à la réalisation des orientations de travail du Comité?...
- Rien de plus facile. Devenez membre du Comité et nous vous tiendrons systématiquement au courant des activités du Comité et vous pourrez de plus participer à notre assemblée générale annuelle. Une contribution financière de dix dollars est suggérée. Remplissez le formulaire ci-dessous et retournez-le au **25, rue Jarry ouest, Montréal, H2P 1S6**

Nom: _____

Adresse: _____

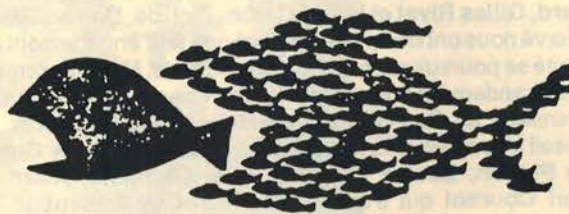
Ville et code postal: _____

Numéro de téléphone: _____

et soutenez activement la solidarité!

Sommaire

Lettre urgente aux amis solidaires.....	2
Élections au Nicaragua	10
Panama, les dessous malpropres d'une «juste cause».....	13
Déclaration de Santo Domingo : 500 ans d'invasion	15
Lettre d'appui au peuple mohawk	17
Rencontre internationale Romero à Montréal	18
Va-et-vient	19



Le **Caminando** est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié cinq fois par année.
Adresse : 25, rue Jarry ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6
Téléphone : (514) 387-2541; nous avons maintenant un FAX dont le numéroté est le même que notre numéro de téléphone.

Ont collaboré à ce numéro : Marta Viscarra, Claude Comeau, Antonio Artuso, Nicole Leduc, Clotilde Lemay, Barbara Zerter, Jean Robitaille, Denise Girard, Raymond Robitaille, Marie-Christine Doran et Lorraine Guay

Dépot légal à la Bibliothèque nationale du Québec

Voici un coupon pour vous abonner au Caminando ou pour abonner un-e ami-e :

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Abonnement (5 numéros par année) : 10 \$ au Canada et 12 \$ à l'étranger
